

De l'Imprimerie de BRUNET, rue basse des Ursins, 1758.

MEMOIRE

POUR Messire GILBERT DE BERTHIER DU
VEUILLIEN, Chevalier, Seigneur du *Veullien-Na-
venon*, à cause de la substitution faite à son profit par
feu Messire CHARLES DE BERTHIER son grand
oncle, & autres lieux, Intimé, Appellant, De-
mandeur & Défendeur.

CONTRE *Antoine-Dominique Lafosse, se disant Maî-
tre de la Verrerie Royale d'Apremont.*

ET Dame Marie-Françoise Pottier de Gesvres de Tresme,
Dame d'Apremont, veuve de Messire Louis-Marie-Vic-
toire Comte de Bethune, Maréchal des Camps & Armées
du Roi, Grand Chambellan de Sa Majesté le Roi de Po-
logne, Duc de Lorraine & de Bar, prenant le fait &
cause de Lafosse; lesdits Lafosse & Dame de Bethune Ap-
pellans, Intimés, Défendeurs & Demandeurs.

IL est fâcheux d'être obligé de soutenir des Procès civils
& criminels pour se maintenir dans la propriété & jouis-
sance de son patrimoine, & en empêcher l'usurpation.

Il seroit sans doute encore plus fâcheux d'avoir pour Ad-
versaire un sieur Lafosse, si les voutes de l'auguste Tribu-
nal dans lequel le sieur de Veullien a l'avantage de plai-
der, ne retentissoient de son nom & de ses faits, & s'il n'é-
toit connu pour un homme dangereux, montre & à fuir

Cette Cause
est la vingt-
sixième du pre-
mier Mémoire
des Mercredis
en la Tournelle
criminelle.



dans la Société, & actuellement en fuite.

C'est avec le plus sensible regret que le sieur de Veuillien, en voulant réprimer & faire punir les excès de Lafosse, se voit forcé de soutenir un Procès contre la Dame de Bethune. Quelque légitimes que soient ses demandes, il sent toute la difficulté de les concilier avec les égards & le respect qu'il croit être dûs, & qu'il a voués à la Dame de Bethune, qu'il ne peut s'accoutumer à regarder comme son Adversaire. Aussi ne prendra-t'il point le change sur les véritables ennemis qu'il a à combattre. Il croit devoir cette justice à la Dame de Bethune. Si elle étoit instruite de la nature des contestations dans lesquelles on lui fait faire un rôle intéressant ; si elle pouvoit résister à l'empire qu'elle a bien voulu laisser prendre à Lafosse sur elle ; si enfin elle ouvroit les yeux & connoissoit l'homme, bientôt les contestations seroient terminées, & le sieur de Veuillien se flatte qu'elle s'empresseroit, non-seulement de lui accorder & de lui rendre, mais encore de lui offrir ce qu'il demande à la Justice, & attend de l'autorité de la Cour. Ses gens d'affaires, à la sollicitation de Lafosse, qui a scû prendre empire sur eux comme sur la Dame de Bethune, ont cru pouvoir sans doute abuser de son nom, ou du moins, en lui donnant le change, & en lui faisant envisager le sieur du Veuillien véritable Propriétaire comme un usurpateur, lui ont fait entendre ce qu'ils ont voulu, & l'ont fait consentir à intervenir dans une contestation qu'elle auroit dû prévenir elle-même, & à prendre le fait & cause de Lafosse dans une affaire criminelle qui lui étoit totalement étrangère, au préjudice du principe certain que les délits sont personnels.

Cette cause renferme plusieurs objets également intéressants. Le récit & l'analyse des faits établiront ceux sur lesquels il est à statuer quant à présent. Nous les discuterons chacun séparément.

FAIT ET PROCEDURE.

Le sieur de Berthier de Veuillien, à cause de la substitution faite à son profit par feu Messire Charles de Berthier son

3

grand oncle, est Seigneur de la Terre de *Veuillien-Navenon*. De cette Terre dépendent, entr'autres, quatre différens cantons de bois taillis. Tels sont les noms & les confins de ces quatre cantons.

Le premier appelé *les Boisselleries*, de la contenance de huit arpens environ, situé aux finage, territoire, Justice & Seigneurie du *Veuillien-Navenon*, Paroisse d'Apremont, tient du levant au grand chemin allant de l'Arras à Apremont & au Noyer Bénitier, du midy au Taillis appartenant au sieur du Veuillien, appelé Jean Boisseau, & au Bois du Port, un fossé étant entre-deux, du couchant aux Crottes aux Loups & aux Souches, le Ruisseau qui fait la séparation des Paroisses d'Apremont & du Veuillien entre-deux, & du septentrion au chemin ci-dessus.

Le second est le Bois des Souches, de la contenance de neuf à dix arpens, tenant du levant au grand chemin allant de l'Arras à Apremont & au Noyer Bénitier, du midy au Taillis des Boisselleries ci-dessus désigné, un ruisseau entre-deux qui fait séparation des Paroisses d'Apremont & du Veuillien, du couchant aux Souches des Lorrins, un fossé entre-deux, & encore à la rue au Diable, qui vient des Grillots à l'Arras, & du septentrion au Bois appartenant au sieur de Veuillien, la rue ci-dessus dénommée entre-deux.

Le troisième, le Bois Nullin, de la contenance de douze arpens environ, situé au terroir & Paroisse du *Veuillien-Navenon*, tenant du levant au Champ de Nullin des Lorrins & au Pré Visiau, du midy au Pré Visiau & au Bois (appartenant au sieur de Veuillien) appelé Louche-Gavillon, une vieille rue entre-deux, du couchant au Bois appartenant au sieur de Veuillien, & du septentrion à la rue qui va de l'Arras à la Riviere d'Allier.

Et enfin le quatrième Canton nommé Louche-Gavillon, de la contenance de sept arpens ou environ, situé en ladite Paroisse du *Veuillien-Navenon*, tenant du levant au Champ du Chelot, du midy & couchant aux Bois & Patureau des Charnas du sieur de Veuillien, un chemin entre-deux, & du septentrion au Bois Nullin ci-devant désigné, une vieille rue entre-deux.

La propriété de ces quatre Cantons de Bois est certaine dans la personne du sieur de Veuillien, elle ne peut lui être

4

légitimement contestée. Ces Cantons font partie & dépendent de la Terre & Seigneurie du *Veuillien-Navenon*. Le sieur du Veuillien en est Propriétaire, au moyen de la substitution faite à son profit par feu Messire Charles de Berthier son grand oncle. Le sieur du Veuillien est muni au surplus, & rapporte tous les titres, terriers & déclarations successives, dont plusieurs remontent au quinzième siècle, qui peuvent lui assurer cette propriété; quoiqu'il ne puisse en être aujourd'hui question, il les fera néanmoins passer sous les yeux du Magistrat qui doit porter la parole dans cette cause. La Dame de Bethune en fera-t'elle autant? Elle se trouveroit fort embarrassée; elle n'a aucuns titres, aucunes déclarations en sa faveur; aussi ses conseils ont-ils eu grand soin de ne prétendre pour elle, tant à la propriété qu'à la possession & jouissance de ces Cantons de Bois, qu'en les déguisant de noms. Tout cela se développera.

Le sieur du Veuillien s'étant trouvé obligé de faire un voyage assez long, son absence parut à Lafosse un moment favorable pour faire couper les Bois Taillis des quatre Cantons en question, & pour faire enlever les Marchandises façonnées.

L'entreprise demandoit une prompte expédition. On redoutoit la présence du sieur de Veuillien; on avoit raison, on étoit instruit & on connoissoit son droit; on sçavoit qu'il ne manqueroit pas de s'opposer tant à la coupe qu'à l'enlèvement des bois qui faisoient partie de son patrimoine, & dépendoient de sa Seigneurie de *Veuillien-Navenon*. Tout fut mis en usage, rien ne fut épargné. On employa un nombre suffisant d'Ouvriers; les ordres à peine donnés de tout abattre, taillis, baliveaux, gros arbres, sans aucune distinction, furent exécutés.

La Dame de Veuillien instruite de ce qui se passoit pendant l'absence de son époux, se transporta à plusieurs & différentes fois dans les Cantons de Bois où étoient les Ouvriers; elle leur témoigna la surprise dans laquelle elle étoit de ce qu'ils abbatoient des Bois qui appartenoient & faisoient partie du Patrimoine de son époux, qui dépendoient de la Terre & Seigneurie de *Veuillien-Navenon* dont il étoit Propriétaire; elle

les engagea à cesser , à se retirer & à ne pas consommer l'entreprise pour laquelle on les employoit. Ils se rendirent deux fois ; la douceur dans les paroles , la naïveté peinte sur le visage de la Dame de Veullien , les persuaderent ; mais Lafosse instruit de cette retraite , usa de menaces vis-à-vis d'eux , & à la faveur du nom & du crédit de la Dame de Bethune , leur fit envisager un avenir fâcheux , s'ils ne continuoient les ouvrages auxquels ils avoient été préposés , & s'ils cédoient davantage aux remontrances ou empêchemens quelconques qui pourroient se présenter.

La Dame de Veullien voyant que l'on continuoit d'abattre les Bois , s'y transporta derechef. Le sieur son Fils , ses Neveux , l'un de ses Domestiques s'y transporterent également. Lafosse qui craignoit que les ouvriers ne cédaient une troisième fois , & qui étoit résolu à tout , * ne les quittoit pas ; il avoit d'ailleurs eu soin de se faire accompagner d'un nombre considérable de gens attachés au service de la Dame de Bethune , pour le seconder & lui prêter main-forte. Il n'y a pas d'injures , de juremens , de menaces , de mauvais traitemens qu'il n'ait proférés & exercés , tant contre les Sieur & Dame de Veullien , que contre leurs fils , neveux & domestique. Il y a plus , chacun de ces derniers a couru risque de perdre la vie.

Il ne suffisoit pas à Lafosse d'avoir fait abattre & façonner les Bois , cela ne lui avoit occasionné que de la dépense ; il falloit en retirer le produit ; c'étoit là son unique but : nous n'osons pas dire celui de la Dame de Bethune ; nous sçavons lui rendre justice : il falloit les faire enlever ; faire cette opération de jour , il craignoit l'éclat ; il crut pouvoir les faire enlever nuitamment , de force & par violence.

La coupe des Bois , leur enlèvement nocturne , les insultes faites à la Dame de Veullien , les agressions de Lafosse vis-à-vis du fils , des neveux & du domestique du sieur de Veullien , devinrent bientôt publiques. Le Procureur Fiscal de la Justice de *Veullien-Navenon* en fut instruit ; il crut que

* Il n'avoit rien à craindre , l'événement le justifie ; il est actuellement en fuite. Voilà cependant l'homme de la Dame de Bethune , voilà cet homme dont elle prend le fait & cause.

les devoirs de son Ministère ne lui permettoient pas de rester tranquille ; il rendit plainte devant le Juge de *Veullien-Navenon* des faits qui étoient venus à sa connoissance , & demanda permission d'informer. Ordonnance en conséquence & Information.

Le sieur de Veullien n'entend point pénétrer le secret des dépositions contenues en cette Information ; mais d'après ce qu'il a appris par la voix publique au retour de son voyage , elle doit être concluante ; & sur la preuve qui en résulte indubitablement , la Cour ne peut trop sévir contre Lafosse ; il doit être condamné solidairement avec la Dame de Bethune (puisqu'on a eu l'indiscrétion de lui faire prendre son fait & cause) en des dommages & intérêts considérables & proportionnés à ses injures & à ses voies de fait. Dans la discussion de nos moyens , nous rendrons compte de ce que le sieur de Veullien peut prévoir avoir été déposé par les témoins en grand nombre qui ont été entendus dans l'Information. Suivons le récit des faits & de la Procédure , il détermine l'objet de la Cause.

Lafosse craignant l'événement de cette Procédure , se reprochant sans doute à lui-même (s'il est vrai qu'il soit capable de quelques remords) les faits dont il étoit accusé , en connoissant l'énormité , se voyant déjà décrété par le Juge du *Veullien-Navenon* d'ajournement personnel , quoiqu'il méritât bien le décret de prise de corps , se trouvant déjà d'ailleurs dans les liens de plusieurs décrets émanés tant de cette Justice que de plusieurs autres , s'est pourvu par appel au Bailliage de Nevers.

Le 7 Avril 1757 il y a présenté sa Requête ; il a demandé qu'en le recevant appellant , tant comme de Juge incompetent qu'autrement , des plainte , permission d'informer , information & décret d'ajournement personnel décerné contre lui par le Juge du *Veullien-Navenon* , * & de tout ce qui avoit suivi , l'apport des Informations fût ordonné , & cependant qu'il fût fait défenses de passer outre.

* Lafosse reconnoît que la Justice de *Veullien* & celle de *Navenon* est la même , & est rendue par le même Juge ; ou plutôt il reconnoît que *Veullien* & *Navenon* ne sont qu'une même Terre , une même Seigneurie , & sur-tout une même Justice. Cette observation est intéressante relativement à un moyen de forme (pitoyable à la vérité , opposé tant par Lafosse que par la Dame de Bethune.

Ordonnance en conséquence qui l'a reçu appellant, & a fait défenses de mettre à exécution le Décret.

Le sieur de Veullien de son côté a eu recours à l'autorité de la Cour. Le 4 Mai 1757 il a obtenu Arrêt qui l'a reçu appellant de l'Ordonnance du Lieutenant-Criminel de Nevers, a fait défenses de la mettre à exécution, & a ordonné que la Procédure extraordinaire encommencée en la Justice du *Veullien-Navenon*, à la requête du Procureur Fiscal, y seroit continuée; a fait défenses aux Cercliers, Fendeurs & autres ouvriers, de continuer à abbatre lesdits Bois, à peine d'emprisonnement de leurs personnes; a permis au sieur de Veullien, en cas de refus, de faire assister l'Huissier porteur de l'Arrêt, de tel nombre suffisant de Cavaliers de Maréchaussée, pour que force demeure à Justice; lequel Huissier dresserait Procès verbal des Bois abbattus, & revendiqueroit ceux enlevés par-tout où il appartiendrait. Le sieur de Veullien a fait signifier cet Arrêt à Lafosse; cela étoit sans doute plus que suffisant pour arrêter l'enlèvement des Bois; mais Lafosse, qui ne sçait rien respecter, a témoigné le mépris le plus invétéré pour l'Arrêt de la Cour; la preuve en est consignée dans le Procès verbal de l'Huissier, dont nous allons rendre compte.

L'opération ordonnée par cet Arrêt a été faite; l'Huissier porteur d'icelui, a dressé les 11 & 12 Mai son Procès verbal des bois abbattus; il a constaté que dans le Bois *des Boisselleries* il y avoit la quantité de 657 cordes & demie gisantes par terre, & 200 baliveaux de chêne propres à faire des bourdes ou bâtons de bateaux; dans le Bois *des Souches*, la quantité de 515 cordes & demie de bois propre à faire charbon, toutes levées, 46 baliveaux de chêne propres à faire des bourdes ou bâtons de bateaux, & 18 bâtons de bateaux tout faits & propres à mettre en œuvre.

L'Huissier a observé qu'il y avoit eu quantité de modernes chênes abbattus dans ces deux Bois *des Boisselleries* & *des Souches* pour faire du charnier, & autres marchandises qui n'étoient plus dans les Bois.

S'étant ensuite transporté dans le Bois *Nullin* avec le sieur de Veullien, ils trouverent plusieurs manouvriers buche-



rons & un Garde de la Dame de Bethune, qui leur dirent qu'ils étoient venus pour lever (au préjudice de l'Arrêt de la Cour, qui avoit fait défenses expresses de continuer à abbatre ou enlever les bois) les cordes qui restoient dans ces bois qu'ils avoient abbattus par les ordres de Lafosse ; mais après leur avoir fait lecture de l'Arrêt dont il étoit porteur, il compta en leur présence les marchandises qui restoient, elles se trouverent monter à la quantité de 31 cordes & demie.

Enfin, dans le Canton appelé le Bois de *Souche-Gavillon*, en présence de routes les mêmes personnes, il compta les bois coupés ; il trouva 156 cordes & demie en monceaux ou meules non levées, 50 baliveaux de chêne coupés & gisans par terre, propres à faire des bourdes ou bâtons de bateaux, avec un moderne chêne de la rotondité de 3 pieds sur 24 de long.

La contestation, & notamment l'instance criminelle étoit engagée seulement entre le sieur de Veullien & Lafosse ; les gens d'affaires de la Dame de Bethune l'ont déterminée à présenter à la Cour, ou, pour mieux dire, ont présenté sous son nom une Requête, sur laquelle ils ont obtenu le 24 Mai Arrêt, dont la premiere disposition est extrêmement intéressante. La Dame de Bethune se fait recevoir *appellante tant comme de Juge incompétent qu'autrement, des plainte, permission d'informer, information, décret d'ajournement personnel* décerné contre Lafosse par le Juge de la Seigneurie de *Veullien-Navenon*, & de ce qui avoit suivi ; défenses de mettre à exécution le Décret d'ajournement personnel, & conversion d'icelui en Décret de prise de corps, si aucune y a, sans préjudice néanmoins à l'exécution de la Sentence de provision, si aucune y a pareillement. Les gens d'affaires & les conseils de la Dame de Bethune ont-ils fait quelques réflexions sur cette demande qu'ils lui ont fait faire ? Cela n'est pas à présumer, du moins les ont-ils faites trop tard.

La Dame de Bethune a fait signifier cet Arrêt au sieur de Veullien le premier Juin ; le lendemain le sieur de Veullien, en lui faisant signifier l'Arrêt qu'il avoit obtenu le 4 Mai précédent, à ce que, comme ayant pris le fait & cause de

de Lafosse, elle n'en ignorât, lui déclara qu'attendu que les bois y énoncés n'appartenoient pas plus à elle Dame de Bethune qu'à Lafosse, qu'ils lui appartenoient au contraire à lui sieur de Veullien, & avoient toujours fait partie de la Terre & Seigneurie de Veullien, attendu pareillement que l'Arrêt qu'elle lui avoit fait signifier, n'avoit point de rapport à la propriété des bois, mais seulement au Décret d'ajournement personnel décerné contre Lafosse, il protestoit de l'exécution de cet Arrêt envers & contre tous ouvriers & autres qui pourroient y être envoyés, soit par elle Dame de Bethune, soit par Lafosse.

Comme l'Arrêt du 4 Mai autorisoit l'Huissier à revendiquer les bois enlevés, & comme celui abbattu par la Dame de Bethune ne pouvoit arrêter que le cours de la Procédure criminelle, il se transporta le 13 Juin sur le port d'Apremont, où il dressa son Procès-verbal, duquel il résulte qu'il a trouvé la quantité de 41 arbres chênes & de 49 bâtons tant façonnés que non façonnés, à l'usage de la Marine; le tout provenant des bois du sieur de Veullien. Le même jour cette saisie & revendication a été dénoncée à la Dame Comtesse de Bethune.

Le lendemain 14 autre Procès-verbal de saisie & revendication de la quantité de 274 pieds de chêne, tant gros que petits, provenans des Bois appartenans au sieur de Veullien, trouvés pareillement sur le port d'Apremont. Même dénonciation le même jour à la Dame de Bethune.

Le même jour l'Huissier s'est transporté dans les quatre Cantons de bois en question, il y a saisi & mis sous la main de la Justice les bois constatés par son Procès-verbal s'y être trouvés; il a établi à la garde d'iceux un sieur Nicot.

Le 21 Juin, après sommations probablement faites, l'Huissier, en présence tant du sieur de Veullien, que du Procureur Fiscal de la Terre d'Apremont, agent d'affaires de la Dame de Bethune, & du Gardien nouvellement établi, a procédé au compte des bois saisis; il s'en est trouvé la quantité de 1089 cordes levées & 181 cordes non levées, & 10 arbres chênes abbattus. Une observation essentielle, c'est que le Bois de *Nullin* est l'un des quatre cantons de

bois dans lesquels cette quantité de bois s'est trouvée : cela aura son application.

Mais comme ces Bois coupés restant sur terre empêchoient d'un côté la pousse des Bois taillis, & que de l'autre ils pourrissoient, ce qui occasionnoit un dommage qui seroit devenu irréparable en définitif, le sieur de Veullien a présenté sa Requête à la Cour, & a obtenu le 12 Juillet Arrêt qui a ordonné par provision que les cordes seroient réduites en charbon, pour icelui, ainsi que les charniers, planches, lattes, cercles & autres marchandises qui étoient dans lesdits Bois, être vendus & adjugés au plus offrant & dernier enchérisseur; les deniers tenus en Justice à la conservation des droits de qui il appartiendrait; les frais de vente & ceux pour y parvenir préalablement prélevés.

Le 18 du même mois la Dame de Bethune a donné sa Requête au Bailliage de Nevers. Il est important de l'analyser. Elle convient expressément *que c'est dans l'Instance criminelle qu'elle a pris le fait & cause de Lafosse; mais, ajoute-t-elle, cette Instance n'ayant rien de commun avec mes droits & avec ma possession dans les bois en question, je suis conseillée de me pourvoir personnellement & par demande principale contre le sieur de Veullien, tant pour être maintenue dans ma possession, que pour avoir main-levée des bois & marchandises injustement saisis, avec dommages, &c.* Acte de l'aveu de la Dame de Bethune qu'elle a entendu prendre le fait & cause de Lafosse, dans l'instance criminelle qui n'avoit rien de commun avec ses prétendus droits & avec sa prétendue possession : ses conseils ne sont pas conséquens; nous la verrons dans un instant tomber en contradiction avec elle-même.

Par cette Requête, elle a demandé à être maintenue & gardée dans la possession dans laquelle elle prétendoit être, tant par elle, que par les sieurs Comtes d'Apremont ses prédécesseurs Seigneurs d'Apremont, des Cantons de bois auxquels elle applique par affectation des noms étrangers, & qu'elle nomme *la grande & petite Daguette*, situés en la Paroisse d'Apremont, & *les Courtats* en la Paroisse du Veullien, avec défenses de l'y troubler à l'avenir; que pour avoir empêché Lafosse de faire couper en entier les bois, avoir chassé les

ouvriers & gâté les Marchandises, le sieur de Veuillien fût condamné en 2000 liv. de dommages & intérêts ; que les saisies fussent déclarées nulles, injurieuses, tortionnaires & déraisonnables ; qu'il fût permis à Lafosse ou à elle Dame de Bethune d'achever de faire couper le bois qui restoit sur pied ; (c'est le Bois Nullin) que le sieur de Veuillien fût condamné, même par corps, à replacer sur les lieux les arbres & marchandises qu'il avoit enlevés, ou à payer 1000 liv. pour la valeur d'iceux.

Ordonnance & assignation en conséquence au sieur de Berthier de Veuillien ; mais cette demande ne pouvant arrêter l'exécution de l'Arrêt de la Cour du 11 Juillet, est intervenue au Bailliage de Nevers le 5 Août Sentence qui, sans préjudice du droit des Parties au principal, en a ordonné l'exécution ; en conséquence qu'il seroit procédé le 12 à la vente des arbres, marchandises & charbons qui proviendroient des cordes saisies, pendant lequel tems les affiches & publications nécessaires seroient faites.

Cette vente a fait ouvrir les yeux à la Dame Comtesse de Bethune : elle s'étoit contentée d'intervenir & de prendre le fait & cause de Lafosse dans l'instance criminelle ; elle a changé de batterie ; elle a donné sa Requête au Bailliage de Nevers le 18 Juillet, par laquelle elle expose qu'elle étoit en possession, tant par elle, que par ses prédécesseurs Seigneurs de la Terre d'Apremont, 1°. De deux Cantons appelés *la grande & petite Daguette* jointes ensemble, tenans du levant *au chemin allant de l'usage de l'Arras à la Perriere Fournier*, du midi *le bois du Port & à la Crotte aux Loups*, du couchant *le Bois aux Souches*, & du septentrion *la rue au Diable*. 2°. D'un autre Canton de Bois Taillis appelé *les Courtats*, tenant du levant *au Pré Visiau*, du midi *au chemin qui va des Lorrins au Bois & usage de l'Arras*, du couchant *au Charnotoir*, & du septentrion *au Bois Nullin, une rue perdue entre-deux qui va des Lorrins au patureau neuf*. Elle ajoute qu'après plusieurs coupes par elle faites, elle a fait vente à Lafosse de la coupe & superficie de ces Cantons de Bois ; mais que le sieur du Veuillien a jugé à propos de le troubler dans la coupe d'iceux, & de s'en emparer. En conséquence elle conclut à être maintenue & gardée dans la possession desdits Cantons,

de Bois, en 2000 liv. de dommages & intérêts, & demande que les saisies soient déclarées nulles, injurieuses, tortionnaires & déraisonnables, avec permission à Lafosse de s'emparer des Marchandises saisies.

Le sieur de Veuillien a défendu à cette demande; il a soutenu par des écritures du 8 Août que ce n'étoit pas au Bailliage de Nevers, mais seulement en la Cour, que la Dame de Bethune pouvoit demander la main-levée de saisies faites en vertu de son Arrêt.

Il a observé au surplus (sans aucunement approuver la demande) que les bois en question ne s'appelloient ni *la grande & petite Daguette*, ni *Courtats*, mais bien les *Boisselleries*, les *Souches* & *Louche-Gavillon*, & que les tenans qu'elle indiquoit n'étoient ni justes ni exacts. Il lui a rappelé & désigné les véritables tenans & aboutissans des trois Cantons de Bois, dans la possession desquels elle demandoit à être maintenue; enfin il a demandé à être renvoyé de la demande, sauf à la Dame de Bethune à se pourvoir plus régulièrement, c'est-à-dire en la Cour, de l'autorité de laquelle les saisies avoient été faites.

Une observation décisive sur un des objets de la cause soumise à la décision de la Cour, c'est que la Dame de Bethune ne reclame & ne demande à être maintenue dans la possession & jouissance que de trois Cantons de Bois: sous le nom de *grande & petite Daguette*, elle confond les deux bois des *Boisselleries* & des *Souches*; & sous le nom de *Courtats*, elle confond celui de *Louche-Gavillon*, qui a pour tenant le Bois de *Nullin* qu'elle n'a pas pû changer, n'ayant pour tenant immuable du côté du septentrion que le Bois *Nullin*; elle ne parle donc pas du Bois *Nullin*, elle ne le reclame pas, elle n'en dit pas un mot: cela va avoir son application.

Le Juge de Nevers a senti que cette demande n'étoit pas de sa compétence, s'agissant entr'autres choses de la validité ou de la nullité de saisies & ventes faites en vertu d'Arrêts de la Cour; la Cour seule pouvoit en connoître: aussi le Juge de Nevers a-t'il renvoyé la cause & les Parties à se pourvoir en la Cour, où cette même cause a été évoquée par Arrêt du 17 Décembre.

Requêtes volumineuses & en grand nombre, tant de la part de Lafosse, que de celle de la Dame de Bethune. Nous

nous contenterons de rapporter les différentes conclusions qui ont été prises, afin de mettre la Cour en état de statuer sur les différens objets soumis à sa décision.

Comme la Dame de Bethune n'avoit réclamé & demandé à être maintenue dans la possession & jouissance que de trois cantons de bois, *des Boisselleries, des Souches & de Louche-Gavillon*, par elle désignés sous les noms de *grande & petite Daguette & des Courtats*; comme elle n'avoit aucunement fait mention du Bois de *Nullin*, dans lequel il avoit été constaté par le Procès-verbal fait le 12 Mai, en vertu d'Arrêt de la Cour, que les Bois avoient été également abbatus & enlevés en partie, le sieur de Veullien a donné le 30 Janvier 1758 une Requête, par laquelle il a demandé que le prix du peu de marchandises qui s'étoient trouvées en nature & non enlevées lors du Procès-verbal dans le Canton du Bois *Nullin*, lui fût baillé & délivré comme Propriétaire dudit bois, ainsi que la Dame de Bethune l'avoit reconnu par sa demande en maintenue des autres Cantons de Bois à lui appartenans également, en ne l'y comprenant point: & attendu le préjudice que cette coupe avoit porté audit Bois *Nullin* qui est coupé par canton; attendu pareillement qu'il y avoit déjà eu beaucoup de Marchandises enlevées de force, de violence & nuitamment avant le Procès-verbal, il a conclu contre la Dame de Bethune & Lafosse solidairement en 12000 liv. de dommages & intérêts, avec défenses de plus à l'avenir le troubler dans la possession & jouissance dans laquelle il étoit de tems immémorial, tant par lui que par ses auteurs, dudit Bois de *Nullin*.

Rien n'étoit plus juste & plus légitime que cette demande. Lafosse ni la Dame de Bethune ne pouvoient rien avoir de raisonnable à y opposer: par le Procès-verbal, il étoit constaté que les Bois de quatre Cantons différens avoient été abbatus. La Dame de Bethune ne demandoit à être maintenue dans la possession & jouissance que de trois de ces Cantons; elle ne réclamait point la possession du quatrième. Il n'y avoit donc aucune contestation relativement à ce Canton; les Bois qui y avoient été trouvés abbatus & non encore enlevés lors du Procès verbal, avoient cependant été vendus comme provenans des trois autres Cantons; le prix



en étoit sequestré. Dès que ni la propriété ni la possession n'étoient pas contestées au sieur de Veullien, & n'étoient pas réclamées par la Dame de Bethune & par Lafosse, la délivrance des deniers provenus de la vente de ces Bois ne pouvoit être refusée au sieur du Veullien. Cela a fait la matiere d'une cause qui, si elle eût été entendue contradictoirement, eût procuré au sieur du Veullien l'adjudication de ses conclusions : mais le défenseur de la Dame de Bethune, qui n'avoit aucuns moyens à opposer, ne s'étant pas trouvé à l'Audience, la Cour a bien voulu ne pas statuer définitivement. La demande a été jointe à l'appel, sauf à disjoindre. Il est par conséquent aujourd'hui question d'y statuer.

Le 14 Mars, Requête de Lafosse, par laquelle, sur l'appel du sieur du Veullien de l'ordonnance du Lieutenant Criminel de Nevers du 7 Avril 1757, il demande que le sieur de Veullien soit déclaré non-recevable, ou en tout cas l'appellation au néant; en conséquence, que sur l'appel par lui interjetté des plainte, permission d'informer, information & décret d'ajournement personnel contre lui décerné par le Juge de *Veullien-Navenon*, les Parties continuent de procéder au Bailliage du Duché & Pairie de Nevers, jusqu'à Sentence définitive inclusivement, sauf l'appel en la Cour; & cependant qu'ou il plairoit à la Cour de tirer les Parties d'affaire, en ce cas, en le recevant, aux risques, péril & fortune de la Dame de Bethune, Appellant tant comme de Juge incompetent qu'autrement, des plainte, permission d'informer, information & décret décerné contre lui en la Justice de *Veullien-Navenon*, en ce cas évoquant le principal & y faisant droit, le tout soit déclaré nul & incompetent, il soit déchargé de la téméraire accusation intentée contre lui à la requête du Procureur Fiscal de *Veullien-Navenon*, le sieur de Veullien condamné en 3000 liv. de dommages & intérêts, & en tous les dépens.

Le lendemain Requête de la Dame de Bethune, par laquelle, sentant bien l'irrégularité de sa prise de fait & cause de Lafosse dans une instance criminelle, elle croit réparer le vice de sa procédure, en demandant acte de ce qu'elle n'avoit jamais entendu & n'entendoit prendre le fait & cause de Lafosse, qu'en ce qui concernoit la coupe & ex-



exploitation par lui faite des Cantons de Bois à lui par elle vendus, & qu'elle soutient lui appartenir, & non pour raison des prétendues voies de fait qui lui sont imputées; en conséquence l'appellation & ce dont est appel au néant; émendant, les plainte, permission d'informer, information & décret déclarés nuls & incompetens. Par une contradiction manifeste avec elle-même, la Dame de Bethune demande que Lafosse soit déchargé de l'accusation contre lui intentée au sujet de la coupe & exploitation desdits bois, le sieur de Veullien condamné en 2000 liv. de dommages & intérêts, pour le trouble à elle par lui fait dans sa possession des mêmes bois, & en tous les dépens.

Le sieur de Veullien assailli par les Requêtes de la Dame de Bethune & de Lafosse, en a donné une de sa part le même jour 15 Mars. Il a demandé sur son appel l'appellation & ce, sur l'appel de la Dame de Bethune l'appellation au néant, l'exécution de l'Arrêt de la Cour du 4 Mai; en conséquence, que les Procédures extraordinaires encommençées en la Justice du *Veullien-Navenon*, à la requête de son Procureur Fiscal, contre Lafosse, seroient continuées jusqu'à Sentence définitive, sauf l'appel en la Cour. Il a soutenu la Dame de Bethune non-recevable dans sa demande en maintenue. Il a demandé la délivrance des deniers provenus de la vente des marchandises qui s'étoient trouvées en nature & existantes dans les Bois en question, & de ceux qui avoient été revendiqués conformément aux Procès-verbaux qui en avoient été dressés. Il a enfin conclu tant contre Lafosse que contre la Dame de Bethune solidairement en 30000 liv. de dommages & intérêts.

Le 18 Mars, Requête de Lafosse, par laquelle il conclut à la délivrance à son profit par provision du prix des Bois convertis en charbon, provenant de la coupe & exploitation par lui faite de la superficie des pièces & Cantons de Bois à lui prétendus vendus par la Dame de Bethune. Cette Requête contient un aveu & une déclaration qui est essentielle. Lafosse déclare qu'il ne prétend point avoir acheté le Bois *Nullin*, ni l'avoir fait couper, & que la Dame de Bethune ne le reclame point. Le sieur de Veullien a demandé acte de cet aveu, au moyen duquel les conclusions

qu'il a prises relativement au prix de la vente des Bois coupés par les Ouvriers & de l'ordre de Lafosse, & non encore enlevés du Bois *Nullin*, ne peuvent essuyer aucune difficulté.

La Dame de Bethune s'est jointe à Lafosse : par Requête du 20 Mars, elle a adhéré à ses conclusions, & demandé qu'il fût payé par provision du prix de la vente des Bois dont il avoit fait faire la coupe & l'exploitation en vertu de la vente qu'elle lui avoit faite.

Nouvelles Requêtes encore les 4 & 5 Avril, tant sous le nom de Lafosse, que sous celui de la Dame de Bethune. Lafosse demande acte de la prise de son fait & cause par la Dame de Bethune. La Dame de Bethune insiste sur sa demande en maintenue possessoire : elle s'en rapporte néanmoins à la prudence de la Cour, dans le cas où elle jugeroit à propos d'ordonner que sur cette demande les Parties procéderaient à Nevers.

C'est dans cet état que la cause se présente : elle renferme trois objets principaux, la procédure criminelle, la demande en maintenue de la Dame de Bethune, & la demande du sieur de Veullien en délivrance des deniers provenans de la vente des Bois qui se sont trouvés coupés & non enlevés dans le Canton appelé le Bois *Nullin*.

Sur le premier objet relatif à la procédure criminelle, le sieur de Veullien soutient qu'elle doit être continuée devant son Juge de *Veullien-Navenon*, où elle a été commencée, jusqu'à Sentence définitive, sauf l'appel en la Cour.

Sur le second, il soutient la Dame de Bethune non-recevable dans sa demande en maintenue.

Sur le troisième, il soutient que sa demande ne peut éprouver la moindre contradiction.

P R E M I E R O B J E T.

Lafosse & la Dame de Bethune comme prenant son fait & cause, sont appellans tant comme de Juge incompétent qu'autrement, de la plainte rendue par le Procureur Fiscal au Juge de la Justice de *Veullien-Navenon*, de la permission d'informer, de l'information & du décret d'ajournement personnel

nel décerné en conséquence contre Lafosse ; ils demandent que sur cet appel les Parties continuent de procéder au Bailliage de Nevers. Le sieur de Veullien les soutient non-recevables dans leur appel, & prétend avec confiance que l'Arrêt de la Cour du 4 Mai 1757 doit être exécuté, & que les procédures extraordinaires encommencées en la Justice du *Veullien-Navenon*, doivent y être continuées.

Fins de non-recevoir contre la prise de fait & cause, par la Dame Comtesse de Bethune, de Lafosse, dans l'Instance criminelle.

Commençons par écarter l'appel de la Dame de Bethune ; elle y est non-recevable ; elle n'a interjetté cet appel que comme prenant le fait & cause de Lafosse : or il est un principe incontestable, que de même qu'en matiere criminelle il n'y a point de garantie, de même il ne peut y avoir de prise de fait & cause ; cela est fondé sur cette maxime certaine & connue, que les délits sont personnels. La Jurisprudence de la Cour est constante & invariable à cet égard ; elle ne permet pas même aux Procureurs de prêter leur ministère à une prise de fait & cause, ni à une demande en garantie en matiere criminelle, dans le cas où ils s'écartent de cette regle qu'elle leur prescrit ; elle leur fait subir la condamnation de dépens en leur nom personnel. Ici il s'agissoit d'un délit, d'un délit grave, d'un délit personnel à Lafosse ; il s'agissoit d'insultes les plus vives & d'outrages les plus punissables proférés & commis par Lafosse contre l'épouse d'un Gentilhomme, Seigneur & propriétaire des lieux qui ont servi de théâtre aux procédés indignes de Lafosse, contre la Dame de *Veullien-Navenon* ; il étoit question d'excès, de violences, de mauvais traitemens commis par ce même Lafosse contre les enfans, neveux & domestiques du sieur de Veullien. Ces insultes, ces outrages, ces excès ces violences, ces mauvais traitemens étoient totalement étrangers à la Dame de Bethune ; elle n'y devoit prendre aucune autre part que celle de venger un Seigneur son voisin, & sur-tout le sieur de Veullien, dont elle n'a jamais eu lieu de se plaindre, en faisant justice elle-même, c'est-

à-dire , en congédiant & mettant à la porte celui qui en étoit l'auteur ; elle devoit cet exemple aux Sieur & Dame de Veullien ; elle le devoit à la Noblesse de son voisinage ; elle se le devoit à elle-même ; elle le devoit enfin aux sentimens qui l'animent sans doute & dignes de son nom & de sa naissance : en un mot , tout étoit personnel à Lafosse ; elle ne pouvoit donc en prendre le fait & cause.

Vainement a-t-on voulu la faire revenir sur ses pas , prétendre pour elle par Requête du 15 Mars 1758 , & demander acte de ce qu'elle n'avoit jamais entendu & n'entendoit encore prendre le fait & cause de Lafosse , qu'en ce qui concernoit la coupe & exploitation par lui faite des Cantons de bois à lui par elle vendus , & non pour raison des prétendues voies de fait qui lui étoient imputées.

Premièrement , cette déclaration est venue à tard ; elle ne peut pas détruire la prise de fait & cause pour raison de ces voies de fait non prétendues , mais certaines & prouvées , qui étoit réelle. Et en effet , si la Dame de Bethune n'eût pas entendu prendre le fait & cause sur l'affaire criminelle , à quel propos , à quelle fin se seroit-elle rendue appellante des plainte , permission d'informer , Information & Décret décerné contre Lafosse ? Elle n'avoit qu'à diriger son action personnelle & principale contre le sieur de Veullien , ainsi que mieux conseillée , & instruite de la mauvaise démarche dans laquelle on l'avoit engagée , elle a fait , ne pas prendre part à l'Instance criminelle : mais cet appel qu'on lui a fait interjetter témérairement , renferme en lui-même une prise nécessaire du fait & cause de Lafosse.

Secondement , écoutons la Dame de Bethune elle-même ; elle convient expressément que c'est dans l'instance criminelle qu'elle a pris & entendu prendre le fait & cause de Lafosse : c'est elle qui nous fournit des armes ; elles ne lui seront pas suspectes. C'est ainsi qu'elle s'explique dans une Requête qu'elle a présentée au Bailliage du Duché & Pairie de Nevers le 18 Juillet 1757. *Mais cette Instance (c'est l'Instance criminelle) n'ayant rien de commun avec mes droits & avec ma possession dans les Bois en question , je suis obligée de me pourvoir personnellement & par demande principale contre le sieur*

de Veuillien, tant pour être maintenue dans ma possession, que pour avoir main-levée des bois & marchandises injustement saisies, avec dommages & intérêts.

Acte de l'aveu, acte de la reconnoissance de la Dame de Bethune; quoi de plus précis? quoi de plus positif? *L'Instance criminelle* (dans laquelle la Dame de Bethune est intervenue & a pris le fait & cause de Lafosse) *n'a rien de commun avec ses droits & sa possession dans les Bois en question*; donc (la conséquence est naturelle) la prise de fait & cause est relative à l'Instance criminelle, & est totalement étrangère à ses droits & à sa possession. Elle est conseillée de se pourvoir personnellement & par demande principale, pour être maintenue, &c. donc ce n'étoit pas à cette fin qu'elle s'étoit pourvue; donc ce n'étoit que sur l'Instance criminelle, étrangère à ses droits & à sa possession (de son aveu) qu'elle avoit pris le fait & cause de Lafosse.

Si par sa première prise de fait & cause; si, disons-nous, en se rendant elle-même appellante des plainte, permission d'informer, Information & Décret en conséquence, elle eût entendu ne réclamer que ses droits & sa possession dans les bois en question, elle eût été mal conseillée, & il eût été inutile de se pourvoir derechef pour le même objet & pour la même chose.

Mais il y a mieux; la Dame de Bethune, ou du moins ses gens d'affaires sont peu conséquens: & en effet, s'il est vrai qu'elle n'ait jamais entendu prendre le fait & cause de Lafosse dans l'instance criminelle; en supposant même que cette intention dans sa personne ne soit pas prouvée, par l'appel peu réfléchi qu'on lui a fait interjeter des plainte, permission d'informer, information & décret, comment a-t-on fait assez peu de réflexion pour, par la même Requête (du 15 Mars) lui faire demander acte de ce qu'elle n'a jamais entendu & n'entend pas encore prendre le fait & cause de Lafosse, pour raison des voyes de fait à lui imputées, & dans l'instance criminelle, & en même temps par la contradiction la plus sensible & la plus évidente, la faire conclure à ce qu'en infirmant sur l'appel par elle-même interjetté (comme prenant le fait & cause de Lafosse) les plainte, permission d'in-

former, information & décret d'ajournement personnel décerné contre Lafosse, soient déclarés nuls & incompétens, & que Lafosse (cet homme dont elle déclare n'entendre point prendre & n'avoir jamais entendu prendre le fait & cause dans l'instance criminelle) soit déchargé de l'accusation contre lui intentée ? Comment a-t-on pu la déterminer à persévérer dans cette prise de fait & cause (quoique défavouée par contradiction avec elle-même) en se joignant par sa Requête du 20 Mars dernier à Lafosse, & en adhérant à toutes ses conclusions ? La prise de fait & cause de Lafosse par la Dame Comtesse de Bethune, ne fut-elle pas aussi expresse, aussi formelle, l'adhésion de la Dame de Bethune à ses conclusions seroit plus que suffisante ? Il est appellant de la procédure criminelle : sur son appel il a pris des conclusions ; la Dame de Bethune y adhère, elle demande qu'il soit déchargé de l'accusation ; elle prend donc son fait & cause : mais pourquoi recourir à des conséquences ? quoique simples & naturelles, elles doivent céder aux preuves, aux faits, aux déclarations. La Dame de Bethune a pris le fait & cause de Lafosse : il s'agissoit d'un délit ; elle s'est rendue appelante des plaintes, permission d'informer, information & décret d'ajournement personnel décerné contre lui ; en conséquence elle s'est jointe à lui, elle a adhéré à ses conclusions ; elle a demandé qu'il soit déchargé de l'accusation intentée contre lui ; elle a expressément déclaré par la Requête qu'elle a présentée au Lieutenant Général du Bailliage de Nevers le 18 Juillet 1757, qu'elle avoit pris le fait & cause de Lafosse en la Cour dans une instance criminelle : ce sont ses propres termes. Non-recevable dans son appel, examinons celui interjeté par Lafosse. Les moyens qu'il invoque étoient communs à la Dame de Bethune ; le sieur de Veuillien ne craint pas de le dire : c'est le même Procureur qui occupe & pour la Dame de Bethune, & pour Lafosse sous son nom & sous celui de son confrère. Les Requêtes d'un nombre de volumes considérables de l'une, sont la répétition de celles de l'autre, mots pour mots. Passons à l'incompétence opposée par Lafosse (car nous ne croyons pas devoir parler davantage à cet égard de la Dame de Bethune) à la

21

procédure instruite par le Juge de la Justice de *Veuillien-Navenon*.

Réfutation des Moyens d'incompétence proposés par Lafosse, contre la Procédure criminelle instruite par le Juge de la Justice de Veuillien-Navenon.

Lafosse craignant avec juste raison l'événement de cette Procédure criminelle, prétend que le Juge devant qui elle a été faite est incompetent; & voici à cet égard son raisonnement.

„ Le sieur de Berthier est Seigneur de *Veuillien* & de *Na-* Moyens d'in-
„ *venon*; il a des Juges en titre dans sa Terre de *Veuillien*; compétence
„ mais au jour & dans le moment de la rixe qui a donné proposés par
„ lieu à la plainte & procédure criminelle dont je suis ap- Lafosse.
„ pellant, il n'avoit point d'Officiers, de Juges en titre à sa
„ Terre de *Navenon*: il en a créé aussi-tôt, mais ils n'étoient
„ pas reçus en Justice pour sa Terre de *Navenon*. Trois Pro-
„ cureurs au Bailliage de Nevers ont servi, le premier de
„ Juge, le second de Procureur fiscal, & le troisième de
„ Greffier: en un mot, le decret décerné contre moi (c'est
„ le sieur Lafosse qu'on fait toujours parler) est l'effet d'une
„ manœuvre pratiquée entre ces trois Procureurs & le sieur
„ de Berthier de *Veuillien*.

Les conseils de la Dame de Bethune ont-ils pu, sans *Réponse.*
craindre un démenti, faire tenir ce langage à Lafosse? Ignorant-ils & ne sçavent-ils donc pas que *Veuillien* & *Navenon* ne font qu'une seule & même Terre, qu'une seule & même Seigneurie, & n'ont qu'une seule & même Justice? Une partie du Château s'appelle le Château du *Veuillien*, l'autre partie se nomme le Château *Navenon*; c'est le Château lui-même, & ce n'est aucune de ses dépendances, qui se divisant en deux parties, s'appelle & le Château de *Veuillien*, & le Château de *Navenon*; mais ces deux noms ne font & ne composent qu'une seule & même Seigneurie: le Juge de *Veuillien* & celui de *Navenon* est donc le même.

Mais faut-il en convaincre Lafosse? Rien de plus facile. Le sieur de *Veuillien* rapporte la Sentence de réception du



Juge prétendu incompetent dans la Justice de *Navenon*; en voici les termes : *Acte à Longbois, Procureur en ce Siège*, de ce qu'il a présentement représenté les provisions de Juge à lui données par le sieur de Berthier du *Veuillien*, de l'état & Office de Juge *de la Justice de Veuillien & de Navenon* (confusion & identité de la Justice) & en conséquence nous avons de lui pris & reçu le serment au cas requis, & l'avons installé audit Office; ordonnons que lesdites provisions, &c. Cette Sentence de réception & d'installation, tant en la Justice du *Veuillien* qu'en celle de *Navenon*, qui est positivement la même, est du 6 Juillet 1742, antérieure par conséquent de treize années à la procédure dont le Juge du *Veuillien-Navenon* a cru devoir ordonner l'instruction sur la plainte du Procureur fiscal de sa Justice. Mal-à-propos donc prétend-on de la part de Lafosse que le sieur de *Veuillien* n'avoit point de Juge à *Navenon*; qu'il en a créé aussi-tôt la rixe qui a donné lieu à l'instance criminelle soumise à la décision de la Cour. C'est une équivoque, c'est une duplicité, une fourberie de la part de Lafosse: il en avoit un. Le sieur Longbois qui en a fait les fonctions, a été reçu Juge de *Veuillien & de Navenon*: encore une fois, c'est la même Seigneurie sous deux noms différens, appliqués à deux différentes parties du Château. La Sentence de réception antérieure à l'instance criminelle dont il est aujourd'hui question, de plus de 13 années, est plus que suffisante pour établir la capacité & la compétence du Juge de *Navenon*, auquel a été rendue par le Procureur fiscal la plainte sur laquelle il a donné permission d'informer, sur laquelle l'information a été faite, & sur laquelle enfin il a cru ne devoir (par ménagement à la vérité) décréter Lafosse que d'ajournement personnel. La compétence du Juge de *Navenon*, (ou pour mieux dire, du *Veuillien-Navenon*) est donc certaine. Examinons celle du Procureur fiscal, elle est également constante.

Il est de principe que personne ne peut demander à un Procureur d'office le rapport de ses provisions, non plus que l'acte de sa réception & de sa prestation de serment. Le Seigneur de la Justice seul est en droit de contester la qualité



de Procureur fiscal : celui qui prétend l'être , doit lui rapporter les provisions , & l'acte de reception & de prestation de son serment.

Le Procureur fiscal obtient-il un Jugement ou un decret ? Si la Partie contre laquelle le Jugement ou le decret sont rendus , se plaint du mal jugé , prétend avoir été mal decreté ; si cette Partie interjette appel , ou du Jugement ou du decret , l'unique voye (si on prétend que le Procureur fiscal n'avoit pas droit) est d'intimer le Seigneur. Ou il approuve ou il désapprouve les démarches & procédures faites à la Requête du Procureur fiscal. Les approuve-t'il , & acquiesce-t'il à ses conclusions ? Tout est dit : on n'est plus recevable à demander le rapport des provisions par lui données à ce Procureur fiscal , il est sensé avoir agi de son chef , & par lui-même. Les désapprouve-t'il ? C'est à lui à se joindre à celui qui le fait intimer. Quelle est notre espèce ? Il ne faut que la consulter pour se déterminer. Le sieur de Veuillien , loin de désapprouver la plainte rendue par son Procureur fiscal , se seroit vu obligé de la rendre lui-même , si par devoir de son état il ne l'eût pas prévenu : donc non-recevable à demander le rapport de ses provisions.

Non-recevable pareillement à demander le rapport des informations de vie & mœurs d'un Procureur fiscal , & cela par les raisons qui viennent d'être déduites ; mais encore plus non-recevable dans l'espece présente , puisque celui qui a fait les fonctions de Procureur Fiscal , est Juge de huit Justices différentes , & est encore en outre revêtu de deux Charges , l'une de Notaire & l'autre de Procureur.

Certainement le Juge qui reçoit une telle personne Procureur d'Office , peut se dispenser de faire information de ses vie & mœurs ; les qualités qu'il a de Juge de différentes Justices , de Notaire , de Procureur , établissent authentiquement la régularité de sa vie & la bonté de ses mœurs , & supposent qu'il en a été fait information suffisante & régulière.

Or M^e. Gonneau , qui a fait fonctions de Procureur Fiscal , est Juge des Terres & Seigneuries du *Marais* , d'*Agland* , de *Gimouille* , de *Villemanne* , de *Challon-les-Cocque* , des *Murs* ,

de la Ferté-Limon & du Vernay ; il est Notaire & Procureur au Bailliage du Duché & Pairie de Nevers.

Mais cela ne paroît-il pas encore suffisant à Lafosse ? Le sieur de Veullien est en état de lui donner toute satisfaction, & de le tranquilliser sur la délicatesse de son scrupule. Le sieur de Veullien rapporte l'expédition de la Sentence de reception & d'installation de M^e. Gonneau en l'état & Office de Procureur Fiscal des Justices de Veullien & Navenon. Cette Sentence prouve en même-tems qu'il a été reçu Procureur Fiscal dans les deux Justices qui n'en font qu'une, & qu'il a été préalablement fait une information de ses vie & mœurs. Telle est la rédaction de cette Sentence.

Pardevant nous Juge des Justices du Veullien & Navenon, a comparu Me. Jean-François Gonneau, Procureur, &c. lequel nous a dit, qu'il a plu à M. de Berthier, Chevalier, Seigneur de cette Justice du Veullien & Navenon, de lui accorder des provisions de Procureur Fiscal de ladite Justice du Veullien & Navenon, lesquelles il nous a représentées datées scellées du sceau de ses armes, & nous a requis qu'il nous plaise le recevoir & installer en l'état & Office de Procureur Fiscal desdites Justices. . . . Nous avons audit Me. Gonneau donné Acte, . . . & faisant droit, . . . après nous être suffisamment informé des vie & mœurs, Religion Catholique, Apostolique & Romaine dudit Me. Gonneau, l'avoir interrogé sur les Articles de Coutume & d'Ordonnance, & avoir sur ce oui Me. Moisy, Procureur en cette Justice pour la vacance de l'Office de Procureur Fiscal desdites Justices, lequel a dit avoir pris communication, tant des provisions que des autres pièces, & n'avoir moyen d'empêcher la reception dudit Me. Gonneau ; nous avons ledit Me. Gonneau reçu & installé audit état & Office de Procureur Fiscal de Justice du Veullien-Navenon & dépendances ; lui permettons d'en faire les fonctions en la maniere accoutumée ; pour l'effet de quoi nous avons de lui pris le serment, par lequel il a juré de bien & fidèlement, &c.

Il en est donc du Procureur Fiscal comme du Juge ; l'incompétence & l'incapacité à eux reprochée est totalement imaginaire. Quant au Greffier, personne n'ignore qu'il n'est pas nécessaire que celui qui en fait les fonctions, soit reçu & installé : le Greffier en titre peut être substitué, en cas d'absence,

d'absence, au gré du Juge, par toute autre personne. Une seule formalité est nécessaire & indispensable, c'est de faire prêter le serment en pareil cas requis & accoutumé. Tels sont cependant les prétendus moyens d'incompétence sur lesquels Lafosse, ainsi que la Dame de Bethune, ont fondé leur appel. Le sieur de Veuillien croit devoir s'abstenir de toutes autres réflexions; il ne négligera cependant pas de répondre à l'induction que l'on prétend tirer d'un Extrait des Assises de Nevers de l'année 1757. Lafosse prétend prouver par cet Extrait que M^e. Longbois, qui a fait fonctions de Juge dans notre espèce, n'a comparu à ces Assises que comme Juge de *Veuillien*, & non comme Juge de *Navenon*. Mais encore une fois, il suffit que *Veuillien* & *Navenon* soient une même Terre, une même Seigneurie, une même Justice, que ces deux noms soient propres au même Château, que la Sentence qui a reçu M^e. Longbois Juge de *Veuillien*, l'ait également & en même-tems reçu Juge de *Navenon*, pour qu'il ait pû postérieurement à sa réception exercer la Justice & à *Veuillien* & à *Navenon*, (y eût-il deux Sièges différens) mais qui ne font qu'un seul & même Siège. (*Navenon* est une dépendance de *Veuillien*.) Plusieurs autres Fiefs qui auroient droit de Justice en dépendroient-ils? Le même Juge y feroit ses fonctions. La Sentence de sa réception porte que les provisions lui ont été données dans l'état & Office de Juge de la Justice de *Veuillien-Navenon* & dépendances. Mais comme l'appel est qualifié, tant comme de Juge incompétent qu'autrement, examinons quels peuvent être les moyens d'appel au fond; ils ne sont pas mieux fondés que ceux d'incompétence.

Réfutation des moyens au fond, invoqués tant par Lafosse que par la Dame de Bethune, sur leur appel de la Procédure criminelle faite en la Justice du Veuillien-Navenon.

Les moyens de Lafosse sur son appel sont pitoyables; par rapport au premier, il le puise dans les termes mêmes du Décret décerné contre lui: c'est dans ces mêmes termes que le sieur de Veuillien en trouve la réfutation; il est par

conséquent essentiel de les mettre sous les yeux de la Cour. Les voici.

Nous ordonnons que Lafosse, accusé d'avoir fait couper les Bois *des Boisselleries*, *des Souches* & *des Courtats* désignés dans la plainte.... pour les convertir en bourdes & bâtons de bateaux ; avoir fait exploiter les bois *des Boisselleries* en entier, quoiqu'averti que ledit bois ne lui appartenait pas ; *fait enlever pendant la nuit* les marchandises qu'il y a fait faire ; *fait couper des baliveaux* dans les Bois des Souches, dits Courtats ; les avoir fait conduire sur les ports d'Apremont par trois voitures *nuitamment*, & de s'être, pour faciliter cet enlèvement, *fait assister & avoir attroupé avec lui 14 ou 15 personnes armées de fusils, couteaux-de-chasse & épées* ; d'avoir, sur la représentation à lui faite, qu'il n'avait pas droit de faire aucun enlèvement des marchandises provenantes de ces Bois, *frappé un particulier, en telle sorte qu'il tomba à genoux ; d'avoir ensuite tiré son épée, de la lui avoir portée à l'estomac, & d'avoir dit*, en se servant des expressions les plus indignes d'un homme né avec d'autres sentimens que Lafosse, *que si la Dame épouse du Seigneur de Veullien oseroit venir pour s'opposer à ses enlevemens, il lui couperoit ses habits sur elle ;* (osons-nous nous servir de la véritable expression, elle est digne d'un homme de l'état & de la naissance de Lafosse) *il lui couperoit ses habits raz-le-cul.*

D'après ces motifs qui paroissent avoir déterminé le Juge de Veullien-Navenon, & énoncés dans le Décret par lui décerné, Lafosse prétend que la plainte qui a été rendue contre lui, suivie du Décret qui l'a forcé à interjetter appel, n'est fondée que sur la coupe des bois dont il s'agit par lui faite : de-là une multitude de fausses conséquences. Donc, dit Lafosse, c'est cette coupe de bois qui a servi de prétexte à la plainte : or elle ne peut m'intéresser ; elle supposeroit dans la personne du sieur de Veullien un droit de propriété ou de possession. La Dame de Bethune le lui conteste ; elle m'a vendu la superficie des Cantons de bois en question ; c'est en conséquence de cette vente que j'ai fait couper : le sieur de Veullien a-t-il lieu de se plaindre ? Ce n'est que vis-à-vis de la Dame de Bethune qu'il peut user de son droit.

Mais le Procureur de Lafosse a-t-il pû s'aveugler à un tel point sur la fausseté de ces conséquences ? Si la simple coupe des bois eût servi de prétexte à la plainte du Procureur Fiscal du sieur de Veuillien , cette plainte eût sans doute encore été bien & légitimement rendue , parce que d'un côté la coupe d'un Bois , faite par un particulier à qui il n'appartient pas , est un véritable vol , & par conséquent un crime qui mérite toute la sévérité du ministère public ; & de l'autre côté , dans l'espece , le Procureur Fiscal de la Terre , Seigneurie & Justice de *Veuillien-Navenon* , ne pouvoit se dispenser par devoir d'état & par rigueur de son ministère , de veiller à la conservation entière de tout ce qui peut dépendre & faire partie de la Terre , Seigneurie & Justice du Seigneur de qui il tient ses provisions. Mais est-il vrai que ce soit la coupe des Bois qui ait engagé le Procureur Fiscal de *Veuillien-Navenon* à rendre la plainte dont est question ? Non sans doute , ce n'est pas la simple coupe des bois ; ce motif étoit à la vérité plus que suffisant , encore une fois , mais ce n'est pas le seul qui l'a déterminé. Suivons le Juge dans la prononciation de son Décret : pourquoi a-t-il décrété ? C'est *pour avoir fait exploiter des bois , quoiqu'averti qu'ils ne lui appartinrent pas , mais bien au sieur de Berthier de Veuillien ; c'est pour les avoir fait enlever pendant la nuit ; (s'il se fût cru en droit de les enlever , n'eût-il pas préféré le jour ?) c'est pour avoir fait couper des baliveaux ; c'est pour les avoir fait conduire sur le port d'Apremont nuitamment ; c'est pour (à l'effet de faciliter cet enlèvement) s'être fait assister & avoir attroupé avec lui 14 ou 15 personnes armées de fusils , couteaux-de-chasse & épées ; c'est pour , sur la représentation à lui faite , qu'il n'avoit pas droit de faire aucun enlèvement de marchandises provenant de ces Bois , avoir frappé un particulier , domestique & attaché au service du sieur de Veuillien , en telle sorte qu'il l'a fait tomber à ses genoux ; c'est pour avoir tiré son épée contre lui , la lui avoir portée sur son estomac ; c'est pour avoir dit , que si la Dame épouse du sieur de Veuillien osoit venir pour s'opposer à ses coupes , entreprises & enlevemens , il lui couperoit ses habits raz-le-cul.*

Voilà les véritables motifs qui ont déterminé le Juge du

Veuillien-Navenon à décréter *Lafosse* ; ce n'a pas été tant la coupe des bois en question, appartenans au sieur de *Veuillien*, que les procédés, les enlevemens nocturnes, la coupe des baliveaux & des gros arbres, & par conséquent la contravention aux Ordonnances des Eaux & Forêts ; l'assistance & l'attroupe-ment d'un nombre de personnes affidées ; disons mieux, soumises & rampantes sous *Lafosse*, trop puissant dans la maison de la Dame de *Bethune* ; l'armement, le port de fusils, de couteaux-de-chasse & d'épées, par des personnes à qui le port en est expressément interdit ; ses coups portés sur un particulier, en telle sorte qu'il est tombé à genoux, l'épée tirée contre lui & présentée à son estomac ; les indécences, les sotises, les injures, les menaces, les juremens adressés à la Dame de *Veuillien*, tant à elle personnellement, qu'à ses fils, neveux, même au sieur de *Veuillien*, quoiqu'absent, en disant qu'il étoit un fripon, un voleur, & qu'il vouloit le réduire à l'Hôpital & ne lui laisser que ses yeux pour pleurer, & domestiques, qui ont déterminé le Procureur Fiscal de *Veuillien-Navenon* à rendre sa plainte.

Ce n'est donc pas la simple coupe & exploitation des Bois qui ont donné lieu à la Procédure criminelle ; ce sont les voies de fait, les insolences, les enlevemens nocturnes, les insultes & agressions faites à la Dame de *Veuillien* & à ses Fils, Neveux & Domestiques, &c. qui parvenues au Procureur Fiscal de la Justice de *Veuillien-Navenon*, l'ont déterminé à faire son devoir. La coupe & exploitation a bien été la première cause, mais elle n'a pas été la seconde & la déterminante. Il a cru devoir prévenir & arrêter par sa dénonciation à la Justice, le danger évident & imminent dans les personnes, soit du sieur de *Veuillien*, soit de son épouse, de son fils, de ses neveux, de ses domestiques & de tout ce qui pouvoit lui appartenir, sinon de perdre la vie, du moins de ne la conserver qu'à leur corps défendant. Voilà l'objet qu'il s'est proposé par sa plainte : il a donc entendu traduire *Lafosse* au Criminel ; (les faits étoient assez graves) les motifs de cette plainte étoient personnels à *Lafosse*, étrangers à la Dame de *Bethune*. Qu'il y ait eu tel marché qu'on voudra supposer entre la Dame de *Bethune* & *Lafosse*, ce dernier n'a pû être autorisé, en dévastant le patrimoine du sieur de *Veuillien*, à user

envers la Dame son épouse, ses fils, neveux & domestiques, des voies de fait qui donnent lieu à la cause soumise à la décision de la Cour. En un mot, ce sont ces voies de fait qui ont donné lieu à la plainte dont est appel, ainsi que de ce qui l'a suivi ; ce n'est pas la simple coupe & exploitation des Bois. C'eût été au sieur de Veuillien, & non à son Procureur Fiscal, à se pourvoir en action civile. Ce n'est donc pas tant la coupe des Bois prétendus vendus par la Dame de Bethune à Lafosse, qui a servi de prétexte à la plainte en question, que la suite de cette coupe & exploitation, suite personnelle à Lafosse, étrangère & dans laquelle la Dame de Bethune ne devoit prendre aucune part. Prétendoit-elle à la propriété des Bois en question ? Elle n'avoit qu'à diriger son action contre le sieur de Veuillien, il se seroit défendu ; chacun auroit fait valoir ses titres, elle n'avoit que cette voie.

Vainement Lafosse prétend-il que le sieur de Veuillien ne pouvoit se pourvoir que vis-à-vis de la Dame de Bethune, & non contre lui. Les voies de fait, les faits qui ont donné lieu à l'action criminelle, sont totalement étrangers à la Dame de Bethune, ils sont personnels à Lafosse : raison plus que suffisante pour faire déclarer la Dame de Bethune non-recevable dans sa prise de fait & cause de Lafosse.

Mais, ajoute Lafosse, pour se plaindre d'une coupe de Bois, il faut prouver qu'on en est propriétaire. La propriété de ceux en question est contestée par la Dame de Bethune au sieur de Veuillien. Ce ne seroit qu'après avoir fait juger qu'elle lui appartient, qu'il pourroit avec quelque raison se plaindre : alors cette plainte deviendrait une simple action en restitution & dommages & intérêts. Sa plainte se trouve donc sans fondement, & ne doit pas être écoutée.

Ce système ne peut être proposé que par Lafosse. 1°. Il suffit d'avoir la propriété, même la possession d'un Bois, pour s'opposer à sa coupe par un étranger. Il est extravagant de prétendre qu'on ne peut se plaindre de cette coupe qui est un véritable vol, qu'après qu'on a fait juger & reconnoître en Justice sa propriété. Si cela étoit, que d'abus, que d'inconvéniens s'ensuivroient ! Tous propriétaires se verroient dépouillés par provision de leur chose ; l'usurpa-



teur lui diroit : faites juger votre propriété , en attendant je m'en empare. Quoi de plus absurde ?

2°. Faut-il encore le répéter ? La plainte en question n'est pas seulement relative à la coupe des Bois ; elle a été occasionnée & fondée sur les délits personnels à Lafosse , qui ont accompagné & suivi cette coupe. Est-il vrai aussi que tel qui , en s'opposant à l'enlèvement de son bien , a couru risque de sa vie , ne pourra porter ses plaintes à la Justice , & se mettre sous sa sauve-garde , qu'après avoir fait juger sa propriété ? Voilà cependant la conséquence du système de Lafosse.

3°. Quelle plainte sera donc fondée , si celle en question ne l'est pas ? Les faits sans doute prouvés par les dépositions des témoins en grand nombre qui ont été entendus , sont des plus graves , & méritent l'instruction la plus sérieuse. Ils ont été publics. Il doit être prouvé , *qu'il a été représenté à Lafosse que le Bois qu'il faisoit couper appartenoit au sieur de Veuillien , lequel pourroit lui faire des affaires ; que Lafosse répondit , qu'il n'avoit rien à craindre ; qu'il dit à la Dame de Bethune de lui donner un écrit , qu'elle le lui donna ; (telle est cependant la prétendue vente à la faveur de laquelle Lafosse prétend avoir été autorisé à couper les bois ;) qu'il a employé les menaces & usé de violences pour forcer les ouvriers ou les voituriers à exécuter ses ordres ; qu'il a fait couper les baliveaux & les gros arbres ; que la Dame de Veuillien , son fils , ses neveux qui chassoient , & ses domestiques s'étant transportés à plusieurs & différentes fois sur les Cantons de Bois dont il s'agit pour s'opposer à la coupe , à l'exploitation & à l'enlèvement desdits bois , ont été exposés aux injures les plus atroces , & ont couru risque de leur vie ; que Lafosse tira son épée , la présenta sur l'estomac d'un des serviteurs du sieur de Veuillien ; qu'il l'auroit percé , s'il n'en eût été empêché ; qu'il se saisit du canon du fusil d'un des neveux du sieur de Veuillien , qui ne s'en étoit pas armé dans l'intention de commettre aucune violence , mais seulement dans celle de se livrer à l'exercice de la chasse ; qu'il voulut le désarmer ; qu'il attaqua le sieur de Veuillien (Gentilhomme , & d'une famille aussi ancienne que distinguée) ainsi que la Dame son épouse , dans leur honneur & réputation ;*



qu'il proféra contre eux les injures les plus grossières ; qu'il attrou-
poit & se faisoit assister de 14 ou 15 hommes armés de fusils ,
couteaux-de-chasse & épées ; qu'il commettoit & faisoit enfin com-
mettre les excès les plus violens & dignes de la punition la plus
severe ; qu'il faisoit enlever les bois nuitamment.

Quels autres faits ne doivent pas être consignés dans les
dépositions des témoins entendus dans l'Information ? C'est
une pièce secrète pour le sieur de Veullien ; mais la lecture
qui en sera faite par l'illustre Magistrat qui doit porter la
parole dans cette Cause , excitera sans doute toute la sévé-
rité de la Cour , & la déterminera à faire droit sur l'appel
interjetté par le sieur de Veullien de l'Ordonnance du Lieu-
tenant Général au Bailliage du Duché-Pairie de Nevers ,
en ordonnant que la Procédure extraordinaire encommen-
cée en la Justice du *Veullien-Navenon* y sera continuée jus-
qu'à Sentence définitive , sauf l'appel en la Cour.

Une plainte fondée sur de pareils faits ne devient-elle
donc qu'une simple action en restitution & dommages & in-
térêts ? N'est-elle donc pas digne de toute l'attention du
ministère public ? Lafosse est un homme connu ; son nom
fait son portrait : les différentes Procédures instruites contre
lui ou contre ses préposés , l'ont fait connoître plus parti-
culièrement dans la Province. Le sieur de Veullien frémit
quand il se rappelle les suites de la moisson d'un Champ
appelé les Roulleaux , Justice de Veullien , faite le 15
Juillet 1757 , & la coupe d'un Pré faite le 28 Septembre
de la même année , les Champ & Pré à lui appartenans ,
par les ordres de Lafosse. La mort précipitée & inopinée d'un
sieur Taconnet , Garde de la Dame de Bethune , fidèle
exécuteur des ordres de Lafosse ; mort arrivée le même
jour auquel , décrété par la Justice , les gens par elle pré-
posés se sont transportés dans sa maison pour le prendre &
l'arrêter : cette mort , disons-nous , a privé la Justice de la
connoissance de bien des faits , sur lesquels le sieur de Veuil-
lien , les regardant comme étrangers à la cause présente ,
veut bien & croit devoir garder le plus profond silence. En
voilà assez sur le premier objet de notre Cause , relatif à
la Procédure criminelle. En déclarant la Dame de Bethune

non-recevable, tant dans son appel de cette Procédure criminelle, que dans sa prise de fait & cause pour Lafosse, il faut infirmer l'Ordonnance du Lieutenant Général du Bailliage de Nevers, & ordonner que la Procédure encommencée en la Justice du *Veuillien-Navenon* y sera continuée jusqu'à Sentence définitive. Passons au deuxième objet.

DEUXIÈME OBJET.

La Dame de Bethune est non-recevable dans sa demande en maintenue.

La fin de non-recevoir opposée par le sieur de Veuillien à la Dame Comtesse de Bethune est infiniment simple, elle est fondée sur le fait même, & sur ce que c'est lui-même sieur de Veuillien qui s'est maintenu dans sa possession.

Et en effet, le sieur de Veuillien ayant toujours joui & possédé, tant par lui que par ses ancêtres, & notamment par le sieur de Berthier son grand-oncle, qui a fait à son profit la substitution, au moyen de laquelle il se trouve propriétaire de la Terre & Seigneurie de *Veuillien-Navenon*; se voyant troublé dans cette possession & jouissance par les entreprises de Lafosse; son Procureur Fiscal ayant rendu plainte, tant de ce trouble, que des excès qui l'ont accompagné, a réclamé en sa faveur sa possession: cette plainte équipolle à une véritable demande en maintenue. La Dame de Bethune par conséquent n'avoit que la voye de se pourvoir au petitoire contre le sieur de Veuillien. Qu'elle prenne cette route, nous la suivrons; le sieur de Veuillien se défendra, il lui opposera enfin les titres qu'il n'a fait passer que surabondamment sous les yeux de M. l'Avocat Général.

Au surplus, ce n'est pas la Dame Comtesse de Bethune qui a fait couper les bois, c'est Lafosse; c'est contre lui que le sieur de Veuillien, ou du moins le Procureur Fiscal de sa Justice a dirigé sa plainte; ce n'est point contre la Dame Comtesse de Bethune: les excès qui ont donné lieu à cette plainte lui sont totalement étrangers, ils sont indignes de sa façon de penser. Comment peut-elle donc réclamer

mer la possession de ce bois ? Est-ce parce que l'on prétend de la part de Lafosse qu'elle lui en a fait la vente ? Cette prétendue vente est simulée, est un acte supposé & frauduleux. Les témoins, nous l'avons déjà dit, ont dû déposer que Lafosse, sur différentes représentations à lui faites, craignant & ayant juste lieu d'appréhender les suites de son entreprise, a exigé & a en effet obtenu de la Dame de Bethune un écrit rien moins que réel.

Vainement prétend-on pour elle appuyer sa possession sur une vente prétendue par elle faite de la coupe & superficie des mêmes bois aux sieurs Evrat & Saget, qui, si on en croit la Dame de Bethune, l'ont revendue à la belle-mère du sieur de Veullien, qui de son côté la lui a revendue ou donnée.

Les faits ne sont pas exacts : les voici tels qu'ils se sont passés. Evrat avoit acheté les parts & portions des sœurs & beaux-frères du sieur de Veullien dans les bois en question. Quand le sieur de Berthier a voulu les couper, il s'est arrangé avec Evrat & Saget ; mais il est faux que la première vente en ait été faite par la Dame de Bethune. Le sieur de Veullien, quoiqu'il ne soit pas quant à présent question de discuter la propriété, a joint ses titres : la Dame de Bethune n'en a aucun.

En un mot, se prétend-elle propriétaire des cantons de bois *de quibus agitur* ? Elle n'a que l'action au petit titre : c'est le sieur de Veullien qui a la possession ; il y a été maintenu par la plainte rendue par le Procureur Fiscal de sa Justice. Cette possession est reconnue par Lafosse : il suppose par sa Requête du 14 Mars 1758, que le sieur de Veullien est accoutumé depuis 25 ans que la Dame de Bethune ne demeure point dans ses Terres, à anticiper & usurper son terrain. Le reproche seroit-il fondé ? Il engendreroit une conséquence toute naturelle, que le sieur de Veullien, soit usurpateur, soit propriétaire, est toujours en possession.

Lafosse & la Dame de Bethune se réunissent, & disent au sieur de Veullien : mal-à-propos vous me soutenez non-recevable dans ma demande en maintenue ; il faut y statuer, vous l'avez vous-même fait évoquer.

E



A cet égard Lafosse & la Dame de Bethune se trompent. Et en effet si le sieur de Veullien a demandé & obtenu l'évocation qui sert aujourd'hui de moyen à nos Adversaires, c'est parce qu'eux-mêmes, Lafosse & la Dame de Bethune, demandoient en même temps la main-levée, & conclusoient à la nullité des saisies faites en vertu d'Arrêts de la Cour. Le sieur de Veullien n'ignorant pas que la Cour seule peut connoître de la validité ou nullité des saisies faites en vertu de ses Arrêts, n'a pas cru devoir procéder au Bailliage de Nevers sur la nullité opposée à ces saisies; il a cru que la Cour seule pouvoit connoître de l'exécution de ses Jugemens; en conséquence il a demandé & fait ordonner l'évocation en question: mais de-là peut-on conclure qu'il a renoncé à la fin de non-recevoir contre la demande en maintenue de la Dame de Bethune? Non sans doute, elle subsiste dans toute sa force. Examinons le troisième objet.

TROISIÈME OBJET.

Les deniers provenus du prix de la vente des Bois coupés dans le Canton Nullin, doivent être remis au sieur de Veullien.

Cet objet qui a été joint à l'appel par Arrêt du 10 Avril dernier, sauf à disjoindre, ne peut souffrir la plus légère contradiction. Nous l'avons déjà dit, ce n'est que par rapport à l'absence du défenseur de la Dame de Bethune que la Cour a cru ne pas pouvoir se déterminer, & devoir joindre à l'appel. Les moyens au soutien des conclusions relatives à cet objet, sont tout simples & naturels; ils se puisent dans les faits & dans la procédure.

Le Procureur Fiscal du sieur de Veullien en rendant plainte des excès commis par Lafosse, rend également plainte de la coupe & exploitation de trois cantons de Bois appartenans au sieur de Veullien, & dépendans de sa Terre, faite par Lafosse: ces trois cantons se dénomment, suivant les anciens titres, *les Boisselleries, les Souches & le Louche-Gavillon*. S'il ne parle pas du Canton Nullin, c'est parce que les ouvriers n'y étoient pas encore. La Dame de Bethune prenant le fait & cause de Lafosse, en déguisant les noms, même une partie des

tenans & aboutissans des cantons de bois en question, n'a réclamé la propriété, & n'a demandé à être maintenue dans la possession & jouissance que de ces trois cantons des *Boisselleries* & des *Souches*, qu'elle désigne sous le nom emprunté & récent de *grande & petite Daguette* & de *Louche-Gavillon*, auquel elle donne celui des *Courtats*. Dans sa réclamation & dans sa demande en maintenue, *ne verbum quidem* dudit Canton le Bois *Nullin*. Son silence à cet égard est donc une reconnaissance précise & formelle qu'elle n'y a aucun droit.

Écoutons-la dans sa Requête en réclamation & en demande en maintenue; c'est ainsi qu'elle s'explique: *Pour oïr dire qu'elle sera maintenue & gardée dans la possession dans laquelle elle est, tant par elle que par les sieurs Comtes d'Apremont ses prédécesseurs Seigneurs dudit lieu d'Apremont, desdits Cantons de Bois de la Daguette & des Courtats, avec défenses, &c.... qu'il sera permis à Lafosse & à ladite Dame de Bethune de s'emparer des marchandises étant dans lesdits Bois, d'achever de faire couper les bois restans sur pied, &c.*

Par les Cantons de Bois de la Daguette, la Dame de Bethune n'entend réclamer (comme nous l'avons déjà dit) que les Bois des *Boisselleries* & des *Souches*; par celui des *Courtats*, celui de *Louche-Gavillon*. Ce sont des noms nouvellement & par fantaisie appliqués à ces trois Cantons de Bois; des noms totalement étrangers & distincts de ceux qui leur sont donnés par des titres qui remontent à plusieurs siècles. Elle ne réclame point la possession du Bois *Nullin*, elle n'en parle pas; donc elle ne peut s'opposer à ce que le prix provenu de la vente des bois qui ont été coupés dans ce Canton, ne soit délivré au sieur de Veuillien.

Qu'il y en ait eu de coupés dans ce Canton, & qu'ils aient été coupés par les ordres de Lafosse, le fait est certain, il est consigné dans le Procès-verbal du 11 Mai 1757: *Transportés, y est-il dit, sur & au dedans d'une pièce..... appelée le Bois Nullin, en présence de tels & tels manouvriers, bucherons & Garde de la Dame de Bethune, lesquels nous ont dit & déclaré qu'ils sont venus dans ce Bois pour lever les cordes qui y restoient à lever.* C'est donc par les ordres de Lafosse que les bois du Canton *Nullin* ont été abbattus & coupés. La Dame de Be-

thune prenant son fait & cause, ne les a pas réclamés; la délivrance du prix qui en est provenu, ne peut donc être contestée au sieur de Veuillien, dès que sa propriété & même la possession de ce Canton ne lui est pas contestée.

La Dame de Bethune croit être bien victorieuse, en disant: mais vous, sieur de Veuillien, mal-à-propos réclamez-vous & demandez-vous à toucher le prix qui est provenu de la vente des bois provenus du Canton *Nullin*: lisez la plainte qui a été rendue par votre Procureur Fiscal contre Lafosse; il n'y est fait aucune mention du Canton *Nullin*; il n'y est question que des trois Cantons des *Boisselleries*, des *Souches* & de *Louche-Gavillon*. Si Lafosse eût coupé & exploité les bois du Canton *Nullin*, votre Procureur Fiscal n'eût pas manqué de le comprendre dans sa plainte; il ne l'y a pas compris: donc cette coupe, cette exploitation dans le Bois est un être imaginaire.

La réponse est bien simple: lors de la plainte, Lafosse n'avoit encore mis les ouvriers & n'avoit fait couper les Bois que dans les trois Cantons des *Boisselleries*, des *Souches* & de *Louche-Gavillon*. Malgré la plainte, malgré la procédure criminelle qui s'instruisoit, Lafosse qui, encore une fois, ne connoissoit aucun frein à ses entreprises, les a continuées dans le Bois *Nullin*; il en a fait abbatre & enlever les Bois. Cela est prouvé par le Procès-verbal dressé en vertu de l'Arrêt de la Cour du 4 Mai 1757, par lequel est constatée la quantité de bois qui s'est trouvée gisante encore sur terre, non enlevée, duquel il résulte la preuve complète que les bois en avoient été abbattus par les ordres de Lafosse.

Ces bois ont été vendus. Il suffit que le sieur de Veuillien soit propriétaire du terrain, du fonds sur lequel ils ont été coupés, que la propriété ni la possession ne lui en soit pas contestée, pour que le prix qui en est provenu lui soit délivré.

Mais il y a mieux; Lafosse qui prétend avoir acheté la coupe des bois des trois Cantons des *Boisselleries*, des *Souches* & de *Louche-Gavillon*, qu'il désigne, d'accord avec la Dame de Bethune, sous les noms de *grande & petite Daguette* & des

Courtats, convient qu'il n'a jamais acheté & dénie avoir fait couper le Bois *Nullin*. Il va plus loin, il articule que la Dame de Bethune ne le reclame point : on peut voir à cet égard sa Requête du 18 Mars 1758. Le sieur de Veuillien a demandé acte de cette déclaration ; elle est précise. Si Lafosse n'a point acheté la coupe du Bois *Nullin*, s'il n'y prétend rien, si les Bois qui en sont provenus ne sont point réclamés ni par Lafosse, ni par la Dame de Bethune, quel droit ont-ils donc de s'opposer à la délivrance, au profit du sieur de Veuillien, des deniers qui sont provenus de leur vente ?

Vainement le défenseur de Lafosse voulant prendre la défense de la Dame de Bethune, a-t-il soutenu à l'Audience que cette demande ne pouvoit se juger que par le fond. Le défaut de réclamation relativement au Canton *Nullin* est un véritable acquiescement, une reconnaissance tacite de la propriété dans la personne du sieur de Veuillien ; c'est ce qu'on pourroit lui opposer, s'il demandoit la délivrance du prix des bois vendus & provenus des trois autres Cantons. Peut-être auroit-on raison de lui dire : votre propriété est contestée ; les deniers sont séquestrés à la conservation du droit des Parties ; faites juger votre droit. Mais ici la propriété n'est pas contestée. Lafosse convient n'avoir pas acheté les bois du Canton *Nullin*. La Dame de Bethune ne les reclame point. La demande du sieur de Veuillien à fin de délivrance des deniers qui sont provenus de la vente d'iceux, ne peut donc souffrir de difficulté.

L'Arrêt qui va intervenir fera sans doute ouvrir les yeux à la Dame de Bethune, & mettra fin aux vexations de Lafosse. *Signé* DE BERTHIER DU VEUILLIEN.

TOURNELLE CRIMINELLE.

Monsieur S E G U I E R, *Avocat Général.*

M^e. FOUCHÉ DE VIEILLECOURT, *Avocat.*

PELLETIER DE RILLY,
PINCEMAILLE.

BERNARD DE PRESLE, *Proc.*

